

Art. 2. De personeelsleden die leraar of onderwijzer algemene cursussen zijn en een onderdompelingscursus voor taal geven, die minstens 50 % behaalden van de punten die worden toegekend voor de mondelinge proef van het examen voor afdoende kennis van de onderwijstaal bedoeld in artikel 17, alinea 2, van het ministerieel besluit van 10 april 1974 over de organisatie van taalexamens in het Franstalig onderwijs), bewijzen hun functionele kennis van de Franse taal.

Art. 3. Tijdens de inschrijving voor het examen preciseert de kandidaat of de doelstelling die hij nastreeft het bewijzen van een functionele kennis van de Franse taal is, met als doel het uitoefenen van de functie van lesgever van onderdompelingscursussen.

Art. 4. De kandidaat waarvan de doelstelling het bewijzen van de functionele kennis van de Franse taal is, legt enkel de mondelinge proef af van het examen voor afdoende kennis van de onderwijstaal; hij wordt enkel opgeroepen voor deze proef.

De secretaris van de Franstalige examencommissie, gedefinieerd in artikel 1 van het koninklijk besluit van 25 november 1970 betreffende de organisatie van de taalexamens, brengt de kandidaat aan de hand van een aangetekend schrijven, getekend door de voorzitter van deze commissie, op de hoogte van de resultaten die hij behaalde voor de proef.

Art. 5. De Minister bevoegd voor het Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, op 5 mei 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
Chr. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang
en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. Fr. DUPUIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 3146

[2004/202076]

5 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la reconnaissance des formations et qualifications du personnel des milieux d'accueil prévue par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002, portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E.;

Vu la proposition de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donnée le 24 mars 2004

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 mars 2004

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 2004;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française, le 31 mars 2004, sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas trente jours;

Vu l'avis du Conseil d'Etat No 36.901/4, donné le 27 avril 2004, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance, de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o "l'arrêté milieux d'accueil" : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil.

2^o "le code de qualité" : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil.

3^o "l'Office" : l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

CHAPITRE II. — *Formations et qualifications initiales*

Art. 2. Les formations reconnues pour les directeurs(trices) de maisons d'enfants, en application de l'article 42, alinéa 3 de l'arrêté milieux d'accueil, sont les suivantes :

— Les formations visées à l'article 42, alinéa 1^{er}, de l'arrêté milieux d'accueil pour le(la) directeur(trice) et les personnes qui assurent l'encadrement psycho-médico-social dans les crèches, préguardiennats et maisons communales d'accueil de l'enfance.

— Le diplôme de formation de "chef d'entreprise : directeur(trice) de maisons d'enfants" délivré par l'Institut wallon de Formation en Alternance des Indépendants et des P.M.E. et par l'Espace Formation P.M.E. de la Commission communautaire française ou une formation équivalente organisée par la promotion sociale.

Art. 3. Les qualifications reconnues comme pouvant remplacer celle de puériculteur(trice) pour l'encadrement des enfants de plus de dix-huit mois dans les crèches, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et maisons d'enfants, visées par les articles 34 alinéa 1^{er}, 1^o; 35 alinéa 1^{er}, 1^o; 36 alinéa 2; 42 alinéa 1^{er} et 116, alinéa 4, de l'arrêté milieux d'accueil, sont les suivantes :

1^o Dans l'enseignement secondaire de plein exercice

— Agent d'éducation.

— Educateur(trice).

2^o Dans l'enseignement secondaire en alternance :

— Auxiliaire de l'enfance en structures collectives.

3^o Dans l'enseignement de promotion sociale :

— Auxiliaire de l'enfance 0-12 ans dans une structure collective.

— Auxiliaire de l'enfance dans une structure collective.

— Auxiliaire de l'enfance 0-12 ans à domicile.

— Educateur(trice) spécialisé(e) (Certificat de qualification de l'enseignement secondaire supérieur).

Art. 4. Les formations reconnues pour les parents qui assurent l'encadrement des enfants dans les crèches parentales, pour le personnel d'encadrement des maisons d'enfants et pour les accueillant(e)s, en application de l'article 42, alinéas 2 à 4 de l'arrêté milieux d'accueil, sont les suivantes :

— Les formations et qualifications visées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

— Puériculteur(trice).

— Aspirant(e) en nursing.

— Instituteur(trice) maternel(le).

— Le diplôme de formation de "chef d'entreprise : accueillant(e) autonome d'enfants" délivré par l'Institut wallon de Formation en Alternance des Indépendants et des P.M.E. ou par l'Espace Formation P.M.E. de la Commission communautaire française.

— Toute autre formation axée sur la petite enfance, à orientation sociale ou pédagogique au moins du niveau de l'enseignement technique secondaire supérieur.

CHAPITRE III. — *Formations initiales accélérées*

Art. 5. Les modules de formations accélérées reconnus pour les parents qui assurent l'encadrement des enfants dans les crèches parentales, pour le personnel d'encadrement des maisons d'enfants et pour les accueillant(e)s d'enfants, en application de l'article 42, alinéas 2 à 4, de l'arrêté milieux d'accueil, portent sur les notions de base dans l'ensemble des domaines suivants :

— Le développement global de l'enfant;

— Les principes psychopédagogiques de l'accueil de ce compris l'activité de l'enfant; enfants;

— L'organisation de l'accueil d'enfants, en ce compris l'activité de l'enfant, la promotion de la santé et la qualité de l'environnement;

— Les relations avec les personnes qui confient l'enfant;

— La législation en vigueur.

Ces notions s'intègrent dans le cadre d'une dynamique de réflexion professionnelle axée sur le projet d'accueil au sens du code de qualité, en s'inspirant des recommandations formulées par l'Office.

Les modules de formation accélérée reconnus seront d'une durée de 45 à 50 heures et sont adaptés en fonction du type de milieu d'accueil, de l'expérience et du profil des participants.

Art. 6. Les modules de formation accélérée reconnus pour les directeur(trice)s de maisons d'enfants, en application des articles 42, alinéa 3 et 161, alinéa 1^{er}, de l'arrêté milieux d'accueil, portent sur les notions de base dans l'ensemble des domaines suivants :

- Les domaines visés à l'article 55 du présent arrêté.
- La gestion d'une structure, y compris les dimensions administrative et financière.
- La gestion des ressources humaines, y compris la gestion d'équipe et de conflits.

Les modules de formations accélérées reconnus seront d'une durée de 65 à 70 heures et sont adaptés en fonction de l'expérience et du profil des participants.

Art. 7. Les organismes de formation délivrent des attestations de suivi aux personnes qui ont participé avec fruit à un module de formation accélérée reconnu. Ces documents précisent au minimum le contenu et le nombre d'heures de présence au module concerné et attestent de ce que les personnes, après évaluation partagée avec celles-ci, ont acquis les notions de base abordées en formation.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre de l'Enfance, de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 mai 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance,
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 3146

[2004/202076]

5 MEI 2004. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning van de opleidingen en kwalificaties van het personeel van opvangvoorzieningen bepaald bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.";

Gelet op het voorstel van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 24 maart 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 26 maart 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 31 maart 2004;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van hoogstens dertig dagen;

Gelet op het advies nr. 36.901/4 van de Raad van State, gegeven op 27 april 2004, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1^o "het besluit opvangvoorzieningen": het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen.

2^o "de kwaliteitscode": het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode.

3^o "de Dienst" : de "Office de la Naissance et de l'Enfance".

HOOFDSTUK II. — *Aanvankelijke opleidingen en kwalificaties*

Art. 2. De erkende opleidingen voor directeurs (trices) van kinderhuizen, met toepassing van artikel 42, derde lid, van het besluit opvangvoorzieningen, zijn de volgende :

— De opleidingen bedoeld in artikel 42, eerste lid, van het besluit opvangvoorzieningen voor de directeur(trice) en de personen die instaan voor de psycho-medisch-sociale omkadering in de crèches, peutersuizen en gemeentelijke opvangvoorzieningen voor kinderen.

— Het diploma voor de opleiding tot "ondernemingshoofd" : directeur(trice) van kinderhuizen, uitgereikt door het "Institut wallon de Formation en Alternance des Indépendants et des P.M.E." en door de "Espace Formation P.M.E." van de Franse Gemeenschapscommissie of een gelijkgestelde opleiding, georganiseerd door de sociale promotie.

Art. 3. De kwalificaties erkend om deze van kinderverzorger(-ster) te kunnen vervangen voor de omkadering van kinderen van boven de achttien maanden in de crèches, peutersuizen en gemeentelijke opvangvoorzieningen en kinderhuizen, bedoeld in de artikelen 34, eerste lid, 1°; 35, eerste lid, 1°; 36, tweede lid; 42, eerste lid en 116, vierde lid, van het besluit opvangvoorzieningen, zijn de volgende :

1° In het secundair onderwijs met volledig leerplan :

- Opvoedingsagent
- Opvoeder(ster).

2° In het alternerend secundair onderwijs :

- hulpverlener voor kinderen in collectieve structuren.

3° In het onderwijs voor sociale promotie :

- Hulpverlener voor kinderen tussen 0-12 jaar in een collectieve structuur.
- Hulpverlener voor kinderen in een collectieve structuur.
- Thuishulpverlener voor kinderen tussen 0-12 jaar.
- Gespecialiseerde opvoeder(ster) (Kwalificatiegetuigschrift voor het hoger secundair onderwijs)

Art. 4. De opleidingen erkend voor de ouders die instaan voor de omkadering van kinderen in de oudercrèches, voor het begeleidingspersoneel van kinderhuizen en voor de kinderopvang(sters) met toepassing van artikel 42, derde lid tot vierde lid van het besluit opvangvoorzieningen, zijn de volgende :

- De opleidingen en kwalificaties bedoeld in de artikelen 2 en 3 van dit besluit.
- Kinderverzorger(ster).
- Kandidaat(ate)-verpleegkundige.
- Kleuterleider(ster).

— Het diploma voor de opleiding tot "ondernemingshoofd" : zelfstandige kinderopvang(sters), uitgereikt door het "Institut wallon de Formation en Alternance des Indépendants et des P.M.E." of door de "Espace Formation P.M.E." van de Franse Gemeenschapscommissie.

— Elke andere opleiding gericht op het jonge kind, met een sociale of een pedagogische oriëntatie ten minste van het niveau van het hoger technisch secundair onderwijs.

HOOFDSTUK III. — *Versnelde aanvankelijke opleidingen*

Art. 5. De versnelde opleidingscursussen die erkend worden voor de ouders die instaan voor de omkadering van kinderen in de oudercrèches, voor het begeleidingspersoneel van kinderhuizen en voor kinderopvang(sters), met toepassing van artikel 42, tweede lid tot vierde lid van het besluit opvangvoorzieningen, hebben betrekking op de basisnoties over het geheel van de volgende gebieden :

- de globale ontwikkeling van het kind;
- de psycho-pedagogische opvangprincipes met inbegrip van de activiteit van het kind;
- de organisatie van de kinderopvang, de gezondheidspromotie en de kwaliteit van de omgeving;
- de relaties met personen die het kind toevertrouwen;
- de geldende wetgeving.

Deze noties passen in het kader van een dynamiek van professionele bedenking gericht op het opvangproject in de zin van de kwaliteitscode op basis van de door de Dienst geformuleerde aanbevelingen.

De erkende versnelde opleidingscursussen duren 45 tot 50 uur en worden aangepast in functie van het type van opvangvoorziening, de ervaring en het profiel van de deelnemers.

Art. 6. De versnelde opleidingscursussen die erkend worden voor de directeurs(trices) van kinderhuizen, met toepassing van de artikelen 42, derde lid en 161, eerste lid, van het besluit opvangvoorzieningen, hebben betrekking op de basisnoties over het geheel van de volgende gebieden :

- de gebieden bedoeld in artikel 5 van dit besluit.
- het beheer van een structuur, met inbegrip van de administratieve en financiële kenmerken.
- het beheer van het personeel, met inbegrip van het beheer van een ploeg en van conflicten.

De erkende versnelde opleidingscursussen duren 65 tot 70 uur en worden aangepast in functie van de ervaring en het profiel van de deelnemers.

Art. 7. De opleidingsinstellingen reiken attesten van gevolgde opleiding aan personen uit die met goed gevolg hebben deelgenomen aan de erkende versnelde opleidingscursus. Deze documenten bepalen ten minste de inhoud en het aantal uren van aanwezigheid in de betrokken cursus en bekrachtigen dat de personen, na gedeelde evaluatie met hen, de basisnoties verworven hebben tijdens de opleiding.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. De Minister van Kinderwelzijn, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "Office de la Naissance et de l'Enfance", wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 mei 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de "O.N.E."

J.-M. NOLLET

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 3147

[2004/202077]

19 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément en application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, notamment son article 22;

Vu le décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.";

Vu la proposition de la commission d'agrément concernant son règlement d'ordre intérieur, telle qu'adoptée en sa séance du 11 mai 2004;

Sur proposition du Ministre de l'Enfance de l'Enfance, chargé de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. En application du dernier alinéa de l'article 22 du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, le règlement d'ordre intérieur de la commission d'agrément, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'enseignement fondamental, de l'Accueil et des missions confiées à l'O.N.E., est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son approbation par le Gouvernement.

Bruxelles, le 19 mai 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2004 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la commission d'agrément en application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire.

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Article 1^{er}. Le présent règlement vise à organiser les travaux de la Commission d'agrément (ci-dessous dénommée la Commission) dont la création et les missions sont établies par le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire.

CHAPITRE I^{er}. — Composition

Art. 2. a) Conformément à l'article 22 du Décret du 3 juillet 2003, la Commission est constituée de 13 membres :

- l'Administrateur(trice) général(e) de l'O.N.E. ou son (sa) représentant(e);
- le (la) Coordinateur(trice) de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse ou son (sa) représentant(e);
- un(e) Représentant(e) de l'Union des Villes et Communes de Wallonie et d'un(e) représentant(e) de l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale;